



Valence : les travailleurs s'entraident les pieds dans la boue, le patronat et toutes les autorités ont du sang sur les mains

Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui débloquent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subi après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 218 morts lundi, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues.

Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.

Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal Le Monde : « Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels. » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergés des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les syndicats patronaux ! Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés »...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers ! Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « Assassins ! Assassins ! ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra débarrasser de la route.

Mauvais temps sur les dépassements

Le mois dernier, les intempéries ont mobilisé beaucoup de collègues en astreinte et nombreux sont ceux qui ont dépassé les quotas journaliers et hebdomadaires. Sans parler des télécontrôleurs qui n'ont pas eu de pause, travaillant sans relâche durant leurs huit heures postées. Chaque mois, le CSE examine les dépassements d'heures pour que la direction puisse valider ces écarts auprès de l'inspection du travail. Mais les avis des représentants du personnel demandant des embauches ne sont jamais suivis d'effet.

Le réchauffement climatique causé par le capitalisme rendra de plus en plus fréquentes ces conditions de travail, usantes pour nos corps. Changeons notre organisation en augmentant nos salaires de base. C'est ce service public vital qui doit être valorisé et non la rentabilité des actionnaires.

Maroc : bonnes affaires entre bourgeois

Au Maroc, pendant trois jours, tous les médias ne passaient qu'une chose en boucle : Macron est en visite à Rabat, avec sa délégation de dizaines de ministres et de chefs d'entreprise. Ils sont venus signer des contrats, notamment pour que les bourgeoisies française et marocaine puissent exploiter main dans la main les ressources du Sahara occidental, sur lequel Macron a dû réviser sa position.

Par contre, la télé et la radio, toujours censurées par le gouvernement autocratique, sont restées muettes sur les conditions de vie des femmes dans les campagnes, les salaires trop bas, l'inflation, et les grèves du mois dernier dans le milieu hospitalier fortement réprimées dans la province de Zagora.

Suez dans les bagages de Macron

Macron, VPR au Maroc pour les grandes entreprises françaises, avait aussi Suez dans ses bagages. Le 29 octobre, Suez s'est félicité de la signature de quatre nouveaux accords et s'est vanté d'être présent au Maroc depuis 75 ans, assurant la continuité du colonialisme français ! En matière de gestion des déchets et de gestion des réseaux d'eau, c'est plutôt un désastre écologique qui est vécu par la population marocaine, qu'il s'agisse de la surexploitation de la ressource ou des mines polluantes exploitées par d'autres multinationales. Magie de la communication : les profits réalisés sont transformés en bonnes actions...

Grève des éboueurs à Marseille : quand les travailleurs essentiels font grève, ça se sent !

Les salariés du centre de tri de Marseille ainsi qu'une partie de éboueurs se sont mis en grève le 25 octobre pour dénoncer les licenciements abusifs, un

rythme de travail toujours plus intense et un manque d'équipements de protection. En à peine 6 jours de grève, ce sont 600 tonnes de déchets qui se sont accumulées dans les 3e et 14e arrondissements de la ville ! Les grévistes ont obtenu de la direction de Veolia l'augmentation des moyens humains et matériels pour la collecte. Cette grève nous rappelle que ce sont les travailleurs qui font tourner cette société et non les parasites qui les exploitent !

Martinique : nouvelle prolongation du couvre-feu

Les mobilisations contre la vie chère, qui ont commencé début septembre, se poursuivent dans toute l'île, alternant manifestations, blocages de route et affrontements avec les forces de l'ordre. Le préfet a encore prolongé le couvre-feu de minuit à cinq heures du matin sur Fort-de-France et sa périphérie. Mais les Martiniquais tiennent bon et réclament toujours l'alignement des prix des produits courants sur ceux de l'Hexagone alors qu'ils sont en moyenne 40 % plus cher. Après les manifestations du week-end dernier (2000 manifestants à Fort-de-France et 2000 à Paris), de nouveaux appels aux blocages ont été lancés. La lutte continue !

Auchan : plus de 2 000 emplois menacés

Auchan va annoncer la suppression de plus de 2 000 emplois en France. L'enseigne appartient à la richissime famille Mulliez dont la fortune, estimée à 20 milliards d'euros, a été multipliée par quatre en 25 ans et qui est exilée fiscale en Belgique, ce qui lui permet de ne payer pratiquement pas d'impôts en France. Déjà, en 2020, le groupe avait annoncé la suppression de près de 1 500 postes, après un précédent plan de départs de plus de 500 postes la même année. Pourtant Auchan a réalisé un chiffre d'affaires de 33 milliards d'euros l'an dernier et versé à ses 800 actionnaires un milliard d'euros de dividendes. Le seul but de ces suppressions d'emplois est d'« améliorer » les performances financières du groupe, sur le dos des salariés.

Paris : rassemblement de soutien à une étudiante arrêtée en Iran

Abou Daryaei, une étudiante iranienne, a été arrêtée à l'université Azad de Téhéran et serait internée dans un hôpital psychiatrique. Interpellée pour un voile « mal porté » par la police des mœurs, elle s'est ensuite déshabillée pour marcher en sous-vêtements en signe de protestation. La scène, filmée par ses camarades, est devenue virale sur les réseaux sociaux. Elle aurait aussi été blessée à la tête. En solidarité, un rassemblement de protestation a été organisé le 5 novembre à 17 heures devant l'université de la Sorbonne, place du Panthéon.